



Publication de la LIT-QI. Nouvelle époque. Num. 135
Décembre 2007

LETTRE OUVERTE A JAMES PETRAS

Concernant ses déclarations suite au referendum constitutionnel au Venezuela

Professeur Petras :

Nous avons pris connaissance de vos déclarations à la Radio Centenario CX36 d'Uruguay, reproduites par les médias de ce pays le 4/12/07, où vous avez dit que le PSTU du Brésil, le parti dont nous sommes militants et dirigeants, travaille au Venezuela « avec les étudiants financés par l'impérialisme », en ajoutant par la suite : « Nous disposons de documents de l'agence d'aide internationale où ils reconnaissent donner 213 mille dollars provenant des étudiants formés aux Etats-Unis qui reviennent et sèment la lutte dans les rues, etc. Avec ces gens travaillaient les trotskystes, les secteurs trotskystes affiliés au PSTU ». Autrement dit, vous accusez notre parti, le PSTU, d'être « contre-révolutionnaire » et d'être financé par l'impérialisme américain.

Ce type d'accusations nous indignent. Il est assez commun que nous, les trotskystes, nous soyons accusés par les stalinistes, ou leurs alliés, d'« agents de la CIA » chaque fois que nous attaquons l'un ou l'autre gouvernement bourgeois que vous considérez comme "progressiste". De toute manière, nous avons cru nécessaire de vérifier la véracité de vos déclarations puisque, dans la mesure où nous avons organisé plusieurs activités en commun, vous nous connaissez assez bien et vous savez que nous sommes un courant révolutionnaire. C'est pourquoi, avant d'écrire cette lettre, nous sommes entrés en contact pour confirmer ces déclarations et vous les avez confirmées rapidement.

Ce serait votre obligation de présenter, dans les prochains jours, les preuves de la relation du PSTU avec « les étudiants vénézuéliens financés par l'impérialisme nord-américain ». C'est le minimum que l'on pourrait espérer d'un professeur socialiste puisque, s'il ne les présente pas, beaucoup de gens vont le considérer, en toute raison, comme un vulgaire charlatan calomniateur.

Mais vous n'allez pas pouvoir présenter ces preuves parce que vous savez très bien qu'elles n'existent pas. Vous êtes conscient que vous faites appel à l'arsenal des méthodes stalinistes de la calomnie et du mensonge pour essayer de détruire, par cette voie, l'adversaire que vous ne parvenez pas à mettre en échec avec des arguments politiques.

Ce fait serait déjà un motif suffisant pour mettre fin à cette lettre et, avec elle, à nos relations. Mais ce n'est pas ce que nous allons faire : Nous allons exposer notre position politique sur chacun des arguments que vous utilisez pour analyser la défaite électorale de Chavez. Nous allons répondre à

chacun de vos arguments politiques, par respect pour beaucoup de militants honnêtes qui vous considèrent comme un intellectuel sérieux.

Le résultat du referendum constitutionnel

D'abord, il nous paraît que votre attitude, comme celle de beaucoup de chavistes, est le résultat du désespoir face à la défaite dans le referendum, la première des nombreuses élections de ces neuf années. C'est le désespoir face au fait que le NON a triomphé dans beaucoup de zones qui auparavant soutenaient Chavez indiscutablement. C'est une attitude qui, au lieu d'essayer de comprendre les véritables causes du changement survenu, se met à chercher des boucs émissaires pour les mettre la défaite sur le dos.

Il y a un fait indéniable : trois millions de Vénézuéliens qui ont voté pour Chavez lors des élections présidentielles de 2006, ne l'ont pas fait maintenant. Nous allons donc commencer par analyser ce qui c'est passé dans le referendum. Nous allons analyser pourquoi le NON a triomphé et quelle est la signification de ce résultat électoral. Voilà le débat central, nécessaire pour éclairer beaucoup de militants honnêtes qui, au Venezuela et dans le monde, ont été profondément confondus par ce résultat.

Cette confusion part d'un fait : tant le gouvernement de Chavez comme la majorité de la gauche mondiale ont présenté le vote pour le OUI comme un « vote progressiste », pour le socialisme, et le NON comme un « vote réactionnaire », pour le capitalisme. En même temps, les médias, dont beaucoup de pro-impérialistes, ont diffusé une interprétation semblable.

Pour nous, la signification de ce qui c'est passé est exactement le contraire. Le OUI représentait, de contenu, un vote réactionnaire parce que c'était le soutien à un projet bourgeois totalitaire, même s'il était camouflé de drapeaux rouges et d'allusions au « socialisme ». Le NON était, de contenu, un vote progressiste parce qu'il représentait le rejet de ce projet par d'importants secteurs du mouvement de masses ainsi qu'une expression de leur mécontentement avec la politique socio-économique du gouvernement de Chavez.

Pourquoi le NON a-t-il triomphé ?

Il est évident que, pour vous, le triomphe du NON a signifié la défaite d'un « projet socialiste », en faveur de la droite pro-impérialiste. Pour expliquer cette défaite vous dites dans la même entrevue que « *la droite a coordonné tant de forces financières, médiatiques, économiques...* ». Ce fait, auquel s'est ajoutée l'activité de secteurs de gauche qui se sont opposés à la réforme, y compris ceux qui s'éloignaient du gouvernement lui-même, aurait eu comme résultat de « *semmer la confusion et le mécontentement dans les secteurs populaires et de neutraliser ainsi l'appui à Chavez* ».

Le problème de cette analyse est qu'une grande partie de ces éléments existaient déjà auparavant, par exemple, lors de la tentative de putsch pro-impérialiste en 2002, lors du lock-out patronal qui a paralysé la PDVSA pendant six mois, lors du referendum révocatoire de 2004 et lors des élections présidentielles de 2006. Mais Chavez a gagné toutes ces confrontations précédentes parce que la grande majorité des masses l'a soutenu. Dans le referendum actuel, cet appui a radicalement diminué. Voilà tout simplement le point de départ de l'explication de l'échec. Voilà l'analyse qu'il faut approfondir pour comprendre ce qui est arrivé.

La fameuse « campagne médiatique »

Voyons un peu la question de la « campagne médiatique ». Aujourd'hui, le gouvernement de Chavez a un pouvoir médiatique, financier et politique très supérieur à celui de 2002 ou de 2004.

Après la fermeture de la RCTV et son incorporation à l'Etat, il possède 6 canaux publics, alors que seulement 2 chaînes nationales sont privées. Pourquoi cela ne lui a-t-il pas permis de contrebalancer la campagne médiatique de l'impérialisme ?

Sa situation financière est beaucoup meilleure qu'en 2002 : le prix du pétrole touche les 100 dollars par baril alors qu'en 2002 il dépassait à peine les 22. C'est-à-dire, les recettes annuelles dont il dispose se sont multipliées plusieurs fois. En même temps, en termes institutionnels, il contrôle totalement l'Assemblée Nationale et une majorité écrasante des gouvernements régionaux et communaux. Pourquoi alors n'a-t-il pas pu éviter la défaite électorale ?

En réalité, tous ces justificatifs ne sont autre chose qu'un « rideau de fumée », lancé par le gouvernement de Chavez et de ceux qui le soutiennent inconditionnellement, pour dissimuler la question centrale : sa perte d'appui dans le mouvement de masses.

Le mécontentement populaire

Une fois dissipés les "rideaux de fumée", il devient évident que le résultat du referendum est l'expression d'un saut dans le mécontentement populaire vis-à-vis du gouvernement. Quelles sont les raisons de ce mécontentement ? Vous êtes obligé vous-même de reconnaître quelques causes de caractère socio-économique, comme la pénurie de denrées de base et l'inflation élevée (qui dépassera 21 % en 2007 et presque 30 % pour les aliments). Nous ajouterions les bas salaires, le manque de négociation de conventions collectives des fonctionnaires, la lutte des travailleurs étatiques et privés pour élire ceux qui vont négocier ces conventions, etc.

Tout cela, sans parler de la corruption évidente de l'appareil chaviste dans le maniement des fonds de l'Etat, ainsi que la transformation galopante de ses principaux cadres dans la nouvelle « bourgeoisie bolivarienne », qui se promène en voiture de luxe, les tout-terrains importés Hummer. Leur figure de proue est le gouverneur de Mirador, Diosdado Cabello, qui est devenu en peu d'années le propriétaire de plusieurs usines et entreprises, comme l'a dénoncé publiquement l'historien et vieux combattant vénézuélien Domingo Alberto Rangel.

Un secteur minoritaire, mais croissant, de travailleurs a commencé à résister à ce cours du gouvernement à travers des luttes, des grèves et des mobilisations, dont la plupart ont été fortement réprimées. Ces éléments sont la toile de fond du résultat électoral. Ils réfutent d'ailleurs de manière concrète - disons-nous en passant - le supposé caractère socialiste du processus dirigé par Chavez. Dans ce cadre, il faut encore ajouter un autre facteur central.

Le cours autoritaire du gouvernement

D'autre part, il y a un mécontentement croissant avec les actions politiques du gouvernement, en particulier avec son orientation de plus en plus autoritaire et répressive contre le mouvement de masses. Par exemple, en mai de cette année, le gouvernement a réprimé violemment les travailleurs de Sanitarios Maracay, qui ont occupé l'entreprise après que le patronat l'avait abandonnée et ont marché sur Caracas pour en réclamer l'étatisation sous contrôle ouvrier. La répression s'est abattue aussi sur les travailleurs pétroliers de Zulia et Puerto Cruz, qui réclamaient le droit d'élire qui allait négocier en leur nom, ou sur les travailleurs étatiques qui depuis des années n'avaient pas eu de discussion de convention collective, et qui ont été délogés du Ministère du Travail par des groupes de choc du gouvernement, camouflés derrière l'organisation Tupamaros.

Ce cours autoritaire du gouvernement ne s'est pas seulement manifesté dans la répression contre les revendications et les luttes des travailleurs. Il a été aussi présent dans tous les aspects de la vie politique du pays : par exemple, dans l'exigence d'intégration obligatoire au PSUV de toutes les

forces politiques qui soutenaient le gouvernement, dans les attaques à l'autonomie syndicale de l'UNT, dans la fermeture de la chaîne de télévision RCTV et dans le fait d'appeler « contre-révolutionnaire » tous ceux qui oseraient ne pas être d'accord avec l'un ou l'autre aspect de cette politique, même s'ils avaient une longue trajectoire de lutte contre la droite et l'impérialisme.

Le caractère de la réforme : socialiste ou bourgeoise bonapartiste ?

Ceci nous mène à un des nœuds du débat : le caractère politique et de classe de la réforme constitutionnelle proposée par le gouvernement. Comme beaucoup de défenseurs du OUI, vous avez manifesté que les réformes étaient « un pas vers le socialisme ». Évidemment, si c'était le cas, le triomphe du NON aurait signifié que cette avancée a été rejetée par le peuple vénézuélien. Comme nous l'avons déjà dit, c'est une analyse semblable à celle faite par l'impérialisme et la droite.

Mais cette caractérisation de la nouvelle constitution est totalement fautive. Les réformes proposées n'avaient rien à voir avec le socialisme et ne constituaient d'aucune façon une avancée vers lui. Nous ne voulons pas entrer ici dans une longue analyse juridique de son texte. Mais nous ne pouvons pas passer sous silence que le nouveau texte maintient : l'article 115 qui garantit la propriété privée des moyens de production ; l'article 112 qui promeut l'appui de l'Etat pour aider cette forme de propriété ; l'article 98 qui respecte la propriété intellectuelle et les brevets internationaux (presque une copie d'une exigence de la ZLEA et des TLCs propulsés par les Etats-Unis) ; l'article 301 qui donne sécurité aux investissements étrangers ou l'article 113 qui maintient et approfondit le statut d'« entreprises mixtes », entamée par le gouvernement pro-impérialiste de Rafael Caldera, sous laquelle les compagnies étrangères contrôlent déjà plus de 40 % de la production pétrolière du pays.

Autrement dit, il s'agissait d'une réforme qui maintenait et approfondissait le caractère capitaliste qu'avait déjà la Constitution approuvée en 1999, drapée de références au « socialisme » ou à la « production sociale ». Elle n'introduisait pas non plus une quelconque avancée anti-impérialiste, comme le montrent le bradage croissant de secteurs pétroliers à l'impérialisme ou les concessions de plus en plus importantes aux entreprises automobiles internationales (Toyota, Mitsubishi, GM, Ford, etc.) avec l'élimination de l'impôt sur la commercialisation de véhicules.

Le véritable objectif de la réforme

A partir de ce caractère bourgeois jusqu'à la moelle, le véritable objectif des réformes était de fortifier le bonapartisme du gouvernement, c'est-à-dire, le pouvoir centralisé de Chavez, non seulement pour affaiblir l'opposition de droite mais, essentiellement, pour faire face au mécontentement des masses.

Par exemple, la constitution introduisait la possibilité de réélection présidentielle indéfinie de Chavez, tandis que ce droit était nié aux gouverneurs ou aux maires. Il y avait aussi le droit présidentiel de modifier, à son gré, la division politico-administrative du pays, fusionnant des provinces ou créant de nouvelles. Il s'agit d'un pouvoir très utile pour éliminer des gouverneurs gênants. D'ensemble, la constitution présentait des critères qui se ressemblent trop à celles du monarque absolutiste français Louis XIV : « L'Etat, c'est moi ».

Un autre aspect très négatif est que la constitution avançait dans la tentative de contrôle sur le mouvement ouvrier, à travers la création de ce qu'on appelait des Conseils du travail, qui représentaient une attaque claire à l'organisation syndicale indépendante des travailleurs. Comme l'a dénoncé le dirigeant syndical Orlando Chirino dans une déclaration d'opposition à la réforme, ces Conseils, *"en plus de ne pas être des organisations créées correctement par les travailleurs ni nés de leur lutte quotidienne, sont des organismes qui naissent protégés et contrôlés de façon absolue"*

par le pouvoir exécutif, lésant l'indépendance et l'autonomie des travailleurs et leurs organisations. (...) L'intérêt du Gouvernement National devient alors évident, de continuer à promouvoir la division dans les rangs des travailleurs, en mettant en avant des organismes qui ne sont pas autonomes et en maintenant la politique anti-syndicaliste mise en oeuvre durant la présente année, manifestée dans le refus de reconnaître l'Union Nationale des Travailleurs, les dirigeants légitimes des syndicats pétroliers et des travailleurs du secteur public... ».

La constitution introduisait aussi la création d'une nouvelle branche de l'Armée, totalement soumise au commandement présidentiel, qui pourrait agir pour contrôler et réprimer tout mouvement qui sortirait des limites imposées par le gouvernement. C'est ce qui est déjà arrivé dans l'utilisation de paramilitaires contre l'occupation du Ministère du Travail, ainsi que dans les attaques armées contre les étudiants qui manifestaient pour le NON, à l'Université Centrale du Venezuela.

Ajoutons que le mécanisme lui-même du referendum pour approuver la réforme constitutionnelle était profondément antidémocratique, puisqu'il empêchait la réalisation d'un débat profond dans le mouvement de masses, sur les matières aussi importantes que les bases politiques, économiques et sociales du pays, incluses dans les 60 articles modifiés. C'est un fait qui s'est finalement retourné comme un boomerang contre le gouvernement lui-même dans le résultat du vote.

L'intuition des masses

Les réformes, tant dans leur contenu comme dans leur méthode d'approbation, essayaient de donner un saut qualitatif dans ce cours totalitaire du gouvernement. Un secteur important du mouvement de masses l'a compris ou l'a deviné ainsi. Ils ont vu qu'il n'y avait aucune menace réelle de putsch de droite et que, au contraire, la véritable menace contre les libertés démocratiques et les droits des travailleurs provenait du gouvernement de Chavez lui-même.

C'est pourquoi, contrairement aux années 2002-2003, quand elles étaient disposées à donner leur vie pour défendre Chavez, ou quand elles l'ont soutenu par une vaste majorité dans des votes précédents, en sentant qu'elles défendaient ainsi leurs droits et libertés contre la droite et l'impérialisme, cette fois les masses ont rejeté les réformes parce que, sous un vernis socialiste, elles étaient profondément réactionnaires et qu'il fallait les freiner. Comme disaient les travailleurs de la raffinerie pétrolière de Puerto Cruz: « Il faut y mettre un STOP ». Cette « intuition » des masses vénézuéliennes a été totalement correcte.

C'est cela l'explication du triomphe du NON et non la théorie de la conspiration médiatico-financière de l'impérialisme et ses « agents gauchistes à gage ». C'est ce qui explique, par exemple, que dans la région de Petare, une des plus pauvres de Caracas et l'avant-garde de la lutte contre le putsch en 2002, le NON a triomphé avec 61 % contre 38 %. Cette région combative de Caracas, s'est-elle remplie soudainement de contre-révolutionnaires ?

C'est pourquoi, nous considérons que le résultat du referendum est un triomphe des masses face à un projet réactionnaire et non une défaite du « projet socialiste » (une explication qui, en dernier ressort, rend les masses coupables de s'être laissées confondre par l'ennemi). C'est un triomphe des masses qui, en mettant en échec un projet bourgeois réactionnaire sur le terrain électoral, ont aujourd'hui de meilleures conditions pour avancer dans leur organisation et leur mobilisation autonomes, sur le chemin de la lutte pour le véritable socialisme.

Quelques mots à propos du putsch

Un des principaux arguments de ceux qui ont appelé à voter pour le OUI a été qu'un triomphe de l'opposition accélérerait les possibilités d'un putsch pro-impérialiste, dont la préparation était en

cours. Autrement dit, celui qui ne voterait pas pour le OUI soutenait objectivement les putschistes. Nous affirmons clairement que, s'il y avait vraiment un danger de putsch, nous ne douterions pas un instant d'appeler à l'unité d'action, y compris avec le gouvernement, pour faire face aux putschistes, comme le PSTU et la LIT-QI ont fait en 2002.

Mais actuellement la situation est totalement différente. Les masses, en 2002, ont mis en échec le putsch et les putschistes, et par la suite, elles ont aussi cassé le lock-out patronal. Les putschistes d'alors se sont divisés. Le secteur le plus fort, comme Cisneros et le groupe Polar-Mendoza, s'est allié au gouvernement et a commencé à faire des affaires avec lui, alors que le secteur le plus extrême des « poules mouillées » s'est isolé et fragmenté de plus en plus.

L'impérialisme américain lui-même a changé sa politique. Le correspondant aux Etats-Unis d'un important journal argentin informe que « *la victoire du NON a représenté pour les Etats-Unis un soulagement énorme. Non seulement parce qu'elle représente un frein au pouvoir de Hugo Chavez mais aussi parce qu'elle confirme que la stratégie de non-confrontation - que le Département d'Etat met en oeuvre à partir du moment où Tom Shannon a assumé le Sous-secrétariat pour les Affaires Hémisphériques - a commencé à donner de bons résultats.* » (Clarín, 4/12/07).

Autrement dit, pas question de putsch pour renverser Chavez (*non-confrontation*). Il s'agit de parier sur son usure pour récupérer le pouvoir par la voie électorale, en profitant de son manque de réponses aux nécessités socio-économiques des masses et de ses attaques contre les libertés démocratiques. En même temps, l'impérialisme continue à faire beaucoup de très bonnes affaires avec ce même gouvernement, comme d'ailleurs Cisneros ou Mendoza.

Après le referendum, cet argument du putsch a mystérieusement disparu du bilans des chavistes, y compris de celui que vous présentez, Petras. Le fait est que cet argument heurtait frontalement la position des chefs de l'opposition de droite qui, après le referendum, appelaient à « *un dialogue constructif avec le gouvernement pour obtenir l'unité nationale* » ou affirmaient la nécessité de respecter strictement les cinq années de mandat présidentiel qui restent à Chavez.

Bien que l'argument ait disparu aujourd'hui de la scène, il y a lieu de rappeler que l'agitation permanente d'une menace de putsch inexistante a été une tactique récurrente du stalinisme pour faire pression dans le sens de la formation de fronts d'appui à des gouvernements bourgeois et pour justifier cette formation.

Le rôle du mouvement étudiantin

Ceci nous mène à la caractérisation de la signification des mobilisations estudiantines massives d'opposition à la réforme constitutionnelle. Dans vos articles, toujours faisant l'écho des positions du gouvernement de Chavez, vous accusez ces mobilisations d'être manipulées par la CIA et d'être financés par le gouvernement américain. Autrement dit, elles seraient contre-révolutionnaires putschistes.

Il est déjà clair que la politique américaine n'est pas de promouvoir un putsch. Mais il faut approfondir beaucoup plus l'analyse de la signification de ces mobilisations. Pour nous, le mouvement étudiantin vénézuélien s'est mobilisé contre les attaques aux libertés démocratiques de la part du gouvernement de Chavez et, spécialement, contre le sens profondément réactionnaire et antidémocratique de la réforme constitutionnelle.

Le mouvement étudiantin est ainsi devenu le secteur du mouvement de masses qui s'est mis à l'avant-garde du NON. Tous les analystes indiquent que son entrée en scène a été décisif pour le triomphe du NON puisque ces grandes mobilisations ont eu un grand impact sur d'autres secteurs

sociaux. C'est un processus authentique et extrêmement progressiste et non, comme vous dites, une partie d'une conspiration contre-révolutionnaire.

Il va de soi que, dans la mesure où la grande majorité de la gauche soutient le gouvernement de Chavez et son cours totalitaire, la droite peut faire pied dans ce mouvement, confondre des secteurs et même gagner des dirigeants pour influencer ainsi son cours futur. Toutefois, jusqu'à présent, la droite paraît avoir eu de nombreuses difficultés pour y arriver, comme le démontre le refus de donner la parole à Manuel Rosales (gouverneur de Zulia et figure électorale de la droite) dans les mobilisations, ainsi que le discours de contenu bolivarien du dirigeant étudiantin qui a parlé dans le rassemblement de bilan du referendum.

Mais cette confusion possible est, de toute façon, la responsabilité de la majorité de la gauche qui soutient le projet totalitaire de Chavez et qui permet ainsi que la droite apparaisse hypocritement comme porte-étendard de la défense juste des libertés démocratiques. Cette politique est tellement fautive qu'elle a permis que cette droite putschiste de 2002-2003, haïe par les masses vénézuéliennes, puisse maintenant essayer de se recycler et de se donner une apparence « démocratique ». C'est pourquoi, il est impérieux que la gauche s'éloigne clairement du projet bourgeois totalitaire de Chavez et participe activement au mouvement étudiantin, en relevant honnêtement ces drapeaux démocratiques pour les disputer à la droite. Ne pas le faire serait, maintenant décidément, faire le jeu à l'impérialisme.

Mais même si l'ensemble des dirigeants du mouvement étudiantin, ou la majorité, seraient de droite ou réactionnaires, cela ne changerait pas le caractère progressiste du mouvement. En tout cas, cela augmenterait l'obligation d'intervenir avec une politique correcte pour en disputer la direction. C'est ce que nous faisons, par exemple, quand nous intervenons dans une grève juste qui est dirigée par une bureaucratie syndicale sinistre.

En gardant les proportions, nous pouvons comparer la situation du mouvement étudiantin vénézuélien avec celui de la Place Tiananmen, en 1989. A cette occasion, les étudiants chinois ont fait face au régime dictatorial du Parti Communiste qui avait déjà restauré le capitalisme dans le pays, en exigeant des libertés démocratiques. Beaucoup d'entre eux marchaient en portant comme symbole la Statue de la Liberté. Et l'idéologie de plusieurs de leurs dirigeants associait les libertés démocratiques avec un appui à l'impérialisme américain. Mais ces signaux externes et la position de ces dirigeants (conséquence, en dernier ressort, du fait qu'ils faisaient face à une dictature capitaliste féroce, camouflée derrière des drapeaux rouges avec le marteau et la faucille), ne pouvaient pas dissimuler que le mouvement d'ensemble était hautement progressiste.

Mais l'impérialisme et la droite ne sont-ils pas en fête eux aussi ?

Vous pourriez nous dire que, au-delà de toutes les considérations que nous avons indiquées, la droite vénézuélienne et l'impérialisme ont aussi appelé à voter pour le NON. Par conséquent, ils ont aussi triomphé dans le plébiscite. Ce serait enfoncer le clou dans le raisonnement que « *celui qui ne votait pas OUI est contre-révolutionnaire* » (un argument qui vaut aussi pour ceux qui ont appelé à s'abstenir ou à voter en blanc).

D'abord, il faut remarquer que le mécanisme lui-même du referendum, par sa limitation antidémocratique d'alternatives, oblige à formuler une position qui peut coïncider avec celle de secteurs auxquels nous sommes totalement opposés pour des considérations de classe et d'objectifs stratégiques.

La droite et l'impérialisme ont appelé à voter NON pour maintenir le caractère capitaliste semi-colonial actuel du Venezuela, avec toutefois eux-mêmes directement dans le gouvernement au lieu

de Chavez. Leur principal objectif était de capitaliser l'usure du gouvernement sur le plan électoral. C'est ce qui les permet d'être en fête.

Quant à nous, dans un débat démocratique, nous aurions pu exprimer - comme l'ont fait nos camarades vénézuéliens de l'UST dans leurs déclarations - que nous nous opposons à la réforme pour son caractère bourgeois et réactionnaire, que nous voulons promouvoir un processus de mobilisation et d'organisation autonomes des travailleurs pour avancer sur le chemin du véritable socialisme, et que ce processus serait la meilleure manière de promouvoir la lutte décisive contre la droite et l'impérialisme. Nous aurions pu dire que, pour cela, il faut construire un « troisième camp » des travailleurs et des masses qui permette de casser la polarisation qui existe aujourd'hui entre deux fractions bourgeoises (le chavisme et la droite). Mais dans l'appel au vote, nous n'avions pas d'autre alternative que de dire NON, par la force des règles du referendum.

D'autre part, l'histoire fait que, parfois, les révolutionnaires coïncident, dans un fait totalement limité, avec leur ennemi irréconciliable, l'impérialisme, en partant d'objectifs totalement opposés. Par exemple, en mars 1917, Lénine est retourné en Russie, avec d'autres combattants non-bolcheviques comme Julius Martov, dans un train qui a traversé l'Allemagne avec une autorisation spéciale du gouvernement du Kaiser. Lénine retournait dans son pays pour disputer la direction de la révolution, pousser les travailleurs russes à prendre le pouvoir et entamer la construction du socialisme. Le Kaiser essayait de profiter de l'agitation des léninistes contre la permanence de la Russie dans la Première Guerre mondiale et d'affaiblir ainsi militairement ce pays, contre lequel il combattait. Il y a lieu de rappeler que les ennemis russes de Lénine, en réalité ennemis de la révolution socialiste, n'ont pas manqué d'utiliser l'épisode du « train spécial » pour l'accuser d'être « agent du Kaiser ».

La méthode des amalgames et des calomnies

Comme nous avons dit au début de cette lettre, vos accusations contre le PSTU partent de la vieille logique du stalinisme : celui qui ne soutient pas mes positions est un ennemi contre-révolutionnaire et il n'y a donc pas de règles pour le combattre. Il en est ainsi avec la méthode des calomnies et des amalgames, qui ne se limite pas à mettre en question les positions de l'adversaire mais aussi son intégrité morale et son honnêteté comme combattant. Il ne suffit pas de le vaincre politiquement, il faut aussi le détruire. C'est pourquoi, Trotsky, Bujarin, Kamenev, Zinoviev, et tant d'autres dirigeants révolutionnaires ont été accusés par Staline d'être des « agents de l'impérialisme », avant d'être fusillés ou assassinés.

Selon vous, le PSTU serait devenu un courant qui fait des accords avec ceux qui ont été « formés et payés par la CIA ». Petras, vous connaissez notre trajectoire de révolutionnaires. Vous savez qu'au Brésil et dans toute l'Amérique latine, nos militants ont payé avec la prison, la torture et la mort leur lutte contre les dictatures militaires pro-impérialistes et leur défense des idées du socialisme révolutionnaire. Vous savez que nous avons été sur la ligne de front dans la lutte contre la ZLEA et le paiement de la dette externe. Vous savez qu'au Brésil, contrairement à une grande partie de la gauche, nous ne nous sommes pas vendus au gouvernement de Lula et ses postes exécutifs ou parlementaires, mais que nous avons combattu avec intransigeance contre lui et sa politique pro-impérialiste. Etant donné que vous nous connaissez bien, vous avez la pleine conscience que ces accusations sont fausses.

Vous avez tout le droit de défendre le gouvernement de Chavez et de nous critiquer pour ne pas le faire. Les différences ne nous effrayent pas, puisqu'elles font partie du débat politique. En tout cas, le temps et la réalité clarifieront qui a eu raison. Ce qui nous paraît aberrant est que vous utilisez la méthodologie staliniste de la calomnie et des mensonges. Vous ne vous limitez pas à essayer de souiller l'honneur du PSTU. Vous vous faites l'écho des attaques du gouvernement de Chavez qui

taxe des dirigeants vénézuéliens de trajectoire reconnue, comme Orlando Chirino, de contre-révolutionnaires. Avec ces accusations, ce gouvernement prépare une répression dure contre ces combattants. Vos mensonges et vos calomnies, professeur Petras, aident à préparer le terrain, dans les médias internationaux, pour justifier cette répression, et elles vous en font complice. Voilà où vous en êtes arrivé.

Pour la direction du PSTU
Eduardo Almeida Neto
Zé María de Almeida

Rejetons les calomnies de Petras Défendons l'honneur de combattants, des organisations et dirigeants attaqués

Dans cette même édition, nous reproduisons les accusations que James Petras a faites, dans un reportage à une radio uruguayenne, contre le PSTU du Brésil, contre Orlando Chirino et contre d'autres dirigeants ouvriers vénézuéliens, en les qualifiant de « contre-révolutionnaires » et en les accusant de travailler avec des gens payés par la CIA au Venezuela.

Ces accusations dépassent clairement le cadre du débat politique normal entre des organisations et des personnalités de gauche, pour dur qu'il puisse être, et entrent directement dans la méthode typiquement staliniste de chercher à détruire celui qui a une opinion différente, en mettant en question son intégrité morale et son honnêteté comme combattant, à travers des amalgames et des calomnies.

Dans le cas concret de ceux qui se trouvent au Venezuela, ces accusations peuvent, en outre, servir de justification pour que les attaques politiques dont Orlando Chirino et d'autres dirigeants ouvriers font déjà l'objet, se transforment dans des attaques plus graves ou dans des actions répressives contre ces camarades.

C'est pourquoi, nous appelons toutes les organisations et personnalités ouvrières, populaires et de gauche, quelle que soit leur position devant le processus vénézuélien, à rejeter ces accusations de Petras, à répudier cette méthodologie de calomnies et à se solidariser avec les organisations et les dirigeants, face à la mise en question de leur honnêteté et de leur intégrité morale, et à rejeter tout type d'attaque contre les dirigeants vénézuéliens.

Nous ne demandons pas qu'ils changent leurs positions politiques ni qu'ils abandonnent les critiques aux positions politiques qu'ils considèrent erronées. Ce que nous proposons est que nous donnions une bataille d'ensemble pour extirper des débats de la gauche cette méthodologie staliniste néfaste et destructive.

Dans des déclarations publiques, le camarade Orlando Chirino a déclaré que « *je suis disposé à que se constitue un Tribunal International Moral qui juge notre comportement et notre politique et qui nous sanctionne si nous avons commis une quelconque trahison politique, ou qui, dans le cas contraire, fasse taire ceux qui utilisent leur investiture de libres-penseurs pour lancer des accusations irresponsables dans le meilleur style staliniste en souillant le bon nom de révolutionnaires honnêtes* ». Nous soutenons cette proposition et nous sommes disposés à participer à ce tribunal.